



Confédération Nationale du Travail

Union Départementale des syndicats de l'Isère BP 385, 38015 Grenoble cedex1

- ul38@cnt-f.org - cnt-f.org/ul38

Permanence au 102 (102 rue d'Alembert Grenoble) tous les mercredis de 18h à 19h

Contre le hold-up social : Mobilisation générale !

Le «pacte de responsabilité» est une nouvelle preuve que le gouvernement Hollande-Valls n'est là que pour appliquer le programme du patronat. En reprenant les termes de «charges sociales» pour parler de l'argent mutualisé par les travailleurs et les travailleuses pour les coups durs (une baisse de ces cotisations, c'est une baisse de nos salaires différés) et en parlant du «coût du travail», ils reprennent les termes de l'idéologie libérale. Aujourd'hui, c'est 40 milliards d'argent public que l'état offre au patronat, l'équivalent de la moitié du budget de l'éducation nationale (20 Mards d'euros en crédit impôt compétitivité , 10 Mards en baisse de cotisations sociales (suppression de ces cotisations sur le travail au SMIC, suppression des cotisations pour la famille jusqu'à 1,3 SMIC, sûrement pour les récompenser de nous donner des salaires de misère) et 10 Mards de réductions d'impôt diverses (qui vont surtout profiter aux entreprises qui font les plus gros chiffres d'affaire.))

Dès le début de son mandat, ce gouvernement a repris la même politique patronale que les gouvernements précédents, une même politique de destruction de la sécurité sociale, des services publics (Santé, Territoriaux, etc.) au profit du privé.

Après l'ANI qui permet aux patrons de licencier plus facilement, enlève des droits aux travailleurs et travailleuses, augmente la précarité, il y a eu l'allongement de la durée de cotisation pour la retraite, la hausse de la TVA (pour financer les cadeaux aux patrons, aux actionnaires) qui est l'impôt le plus injuste vu qu'il touche de la même façon tout le monde qu'on soit riche ou au RSA.



LE SALAIRE SOCIALISE C'EST QUOI ?

Sur une fiche de paie, une partie du salaire est payée individuellement aux salarié-es, c'est le salaire net (ou salaire direct). L'autre partie, formée de cotisations sociales (le salaire indirect ou salaire socialisé), est versée dans les différentes caisses (sécurité sociale (branche maladie et retraite) UNEDIC, etc.) elle est immédiatement transformée en prestation sociale. Cette cotisation sociale, représente environ 40 % du salaire brut. C'est donc le salaire socialisé qui finance en partie la protection sociale. Il permet la reconnaissance sociale de toutes les situations des travailleurs et travailleuses et de prendre en compte les aléas de la vie. Qu'ils soient actifs-ves, précaires, chômeurs-euses, retraité-e-s, les salarié-e-s sont reconnu-e-s en tant que travailleurs-euses : les chômeurs-euses indemnisé-e-s comme des salarié-e-s demandeurs-euses d'emploi, les retraité-e-s comme des salarié-e-s pensionné-e-s.

Cet aspect pose comme principe la solidarité entre les travailleurs-euses. Le salaire socialisé est géré par un système de répartition entre travailleurs-euses, dans lequel l'État (et les patrons) ne devrait pas avoir son mot à dire. Quand l'État intervient dans le domaine du social, il le fait par l'impôt, toujours dans une logique d'« assistanat » qui stigmatise les plus précaires. En revanche, dans la logique de la cotisation sociale, le chômeur, la chômeuse est un-e « salarié-e inactif-tive », dont le revenu doit être maintenu en attendant de retrouver une activité. La cotisation est une arme économique au service des travailleurs-euses. Elle permet de financer les retraites, les allocations familiales, les remboursements des frais médicaux de millions de salarié-es.

Et maintenant pour réduire des déficits qu'ils ne cessent de creuser au profit des patrons et des actionnaires, il faudrait bloquer les salaires des fonctionnaires, bloquer les prestations des retraité-e-s et les autres prestations sociales. Par exemple ceux et celles qui touchent les allocations de logement social verront le montant de leur allocation bloqué (ce qui signifie avec l'inflation que ces montants vont baisser) pour financer les nouveaux yachts de Pierre Gattaz, Bernard Arnault, etc. Et nous devrions accepter ça ? **Bref nous allons encore devoir nous serrer la ceinture pour que la bourgeoisie de notre pays se gave encore plus sur notre dos.**



On voit les ministres venir pleurer devant les caméras pour nous demander de faire des efforts parce qu'il n'y a plus d'argent, parce que c'est la crise (alors que cette crise a profité aux plus riches, les profits des entreprises du CAC 40 ont progressé de 35% en 5 ans,

soit 411 Mards d'euros), parce qu'il faut réduire le déficit pour respecter d'absurdes critères de Maastricht alors que nous avons de plus en plus de mal à finir le mois, à payer nos loyers.

Par contre quand il s'agit de faire plaisir aux riches, le gouvernement est prêt à sortir son chéquier, à donner 40 Mards aux patrons pour de fumeuses et hypothétiques contreparties. De qui se moque-t-on ? Ce gouvernement qui ose se dire socialiste devrait au moins avoir l'honnêteté d'arrêter de nous mentir. Qui croit vraiment que les vautours du MEDEF vont, par gentillesse, par amour du peuple, pour faire plaisir à

Hollande, créer des emplois pour le remercier de ses largesses ?

Il est temps de reprendre la rue, elle ne doit pas appartenir aux milices réactionnaires et fascistes qui reprennent des forces sur la misère sociale.

Il est temps de reprendre le combat dans les entreprises, dans les administrations. Nous devons nous mobiliser à la base, multiplier les assemblées générales souveraines.

Nous savons que nous n'avons rien à attendre de ce gouvernement, nous n'avons rien à attendre d'élections futures, seule la lutte collective peut nous permettre d'inverser la tendance, de reprendre la main sur notre vie, sur notre travail et transformer la société pour le bien de tous et toutes et non au profit d'une minorité qui s'engraisse sur notre dos.

Ils ont l'argent, les principaux médias, le gouvernement, les forces de l'ordre.

Nous avons le nombre, nous avons nos armes : la grève, les manifestations, les occupations, les blocages, les séquestrations, le sabotage, l'action directe. Utilisons-les !

La CNT considère qu'une mobilisation de l'ensemble des salarié-e-s est nécessaire pour obtenir le retrait du pacte de responsabilité et de l'ensemble des contre-réformes qui se succèdent depuis des décennies, pour gagner la bataille sociale décisive qui permettra de gagner les suivantes (salaires, partage des richesses...)

Contre le capital, le gouvernement et sa politique patronale, construisons la grève générale.

**Manifestation du 1 mai :
10 h00 à Verdun**

La CNT, c'est quoi ?

UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social, culturel. Parce qu'elle est directement issue du peuple et représente ses intérêts.

DE COMBAT ! Parce que les intérêts des travailleurs s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les décisions doivent être prises à la base. Parce que nous appelons à l'auto-organisation des luttes.

SOLIDAIRE ! Parce que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles permettent d'éviter le corporatisme.

ANTICAPITALISTE ! Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques uns.

C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société solidaire, égalitaire, autogérée... Un projet révolutionnaire.